

Les restrictions à la liberté de circulation : des mesures discriminatoires à combattre

Dans près de la moitié des états membres de l'ONU, des mesures discriminatoires à l'encontre de la liberté de circulation des personnes séropositives sont appliquées. Ainsi dans 11 pays dont les Etats-Unis et la Russie, les séropositifs sont tout simplement interdits d'entrer sur le territoire national. Dans d'autres pays comme l'Australie, le Canada, la Chine ... un test VIH négatif est obligatoire pour séjourner dans le pays au-delà d'un certain temps. En Corée du Sud, pays dont Ban Ki-moon, futur secrétaire général de l'ONU, est actuellement ministre des affaires étrangères, les étrangers artistes professionnels et célibataires disposent d'un délai de trois mois pour présenter un certificat de test négatif, sous peine d'expulsion du territoire !

Cette situation est insupportable : comment accepter que plus de 40 millions de personnes soient privées de leur droit élémentaire de libre circulation du seul fait de leur état de santé ? L'existence de ces barrières liées au statut sérologique VIH des voyageurs est totalement intolérable. Etre séropositif ne peut être considéré comme une menace et il n'y a aucune raison pour ap-



porter ce type de restriction à la libre circulation d'une personne séropositive. Il est insupportable de devoir mentir et de risquer d'être refoulé aux frontières de ces pays au seul motif que l'on est porteur d'une maladie, certes transmissible, mais non contagieuse. Le séropositif n'est ni un criminel ni une menace à l'ordre public.

ELCS rappelle que la France, et c'est tout à son honneur, ne fait pas partie des pays ayant mis en place une telle législation et ne soumet pas les voyageurs à un questionnaire médical préalable à l'entrée sur son territoire.

Sans remettre en cause le droit de chaque pays d'apporter des restrictions quant à l'entrée sur son territoire, être séropositif ne peut être considéré comme une menace et, à partir du moment où la lutte contre le sida est correctement prise en charge par le gouvernement national, il n'y a aucune raison

qui justifierait d'opposer ce type de restriction à une personne séropositive.

J'ai donc interpellé les autorités nationales, européennes et internationales sur les mesures discriminatoires attentatoires à la liberté de circulation des séropositifs.

J'ai aussi saisi Jacques Chirac, président de la République, Philippe Douste-Blazy, ministre des affaires étrangères, José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU - jusqu'au 31 décembre 2006 - de cette situation en leur demandant de tout faire pour que cette question des restrictions à l'entrée et au séjour des personnes séropositives sur le territoire national soit à l'ordre du jour des prochaines conférences européennes et internationales. J'ai également officiellement saisi le Conseil national du sida de la question.

Enfin, le 27 novembre, j'ai envoyé une lettre à George W. Bush, président des Etats-Unis, en lui demandant de lutter contre la maladie et non les malades et d'abolir l'interdiction faite aux personnes touchées par le VIH/Sida d'entrer sur le territoire américain.

Jean-Luc ROMERO

(voir le dossier spécial sur le site d'ELCS : www.elcs.fr)

S O M M A I R E

- Les restrictions à la liberté de circulation : des mesures discriminatoires à combattre 1
- Jean-Luc Romero réclame un Plan Marshall contre le sida pour les Départements Français d'Amérique 2
- Les COREVIH : une structure de coordination de la lutte contre le sida dans les régions ouvertes aux élus locaux 3
- Partenaires d'ELCS 3
- Extraits des 11^e Etats Généraux 4



Elus Locaux Contre le Sida

ELCS

Jean-Luc Romero réclame un **Plan Marshall contre le sida** pour les **Départements Français d'Amérique**

Jean-Luc Romero, président d'Elus Locaux Contre le Sida, est intervenu en ouverture des XIIIèmes journées Inter-COREVIH qui se déroulaient dans la partie néerlandaise de l'île de Saint-Martin, du 19 au 22 octobre 2006. Ces Journées ont rassemblé les acteurs de la lutte contre le sida des Départements Français d'Amérique (DFA) et de France métropolitaine.

Lors de son intervention et en présence d'Albert Fleming, maire de Saint-Martin, et de Louis Mussington, conseiller régional de Guadeloupe, le président d'ELCS a défendu une vision engagée et forte du rôle du politique dans la lutte contre le sida. Face à l'urgence de la situation et à l'ampleur du défi, il a plaidé pour un engagement sans précédent des élus locaux dans ce combat pour la vie.

Il a également alerté les élus sur les restrictions à la liberté de circulation des séropositifs. (cf. article en page 1).

Comme premier élu au monde à avoir révélé sa séropositivité, il a évoqué dans son discours sa situation personnelle, son combat contre la maladie, la difficulté de vivre avec. Cette intervention d'un homme politique publiquement séropositif était une première dans une île où les personnes séropositives taisent leur maladie par peur de la stigmatisation et de l'exclusion sociale. Ainsi, à Saint-Martin, parmi les hétérosexuels séropositifs en

couple, pratiquement 20% préfèrent encore cacher leur statut à leur partenaire.

Alors que la Guyane est 4 fois plus touchée par le VIH/Sida que la métropole, la Guadeloupe 3 fois plus et la Martinique 2 fois plus, Jean-Luc Romero a demandé la mise en œuvre d'un véritable Plan Marshall contre le sida dans les départements français d'Amérique. Revendication que le collectif «Sida grande cause nationale 2005» avait portée. Jean-Luc Romero estime que les pouvoirs publics devront avoir quatre priorités : la mise en place de grandes campagnes de prévention et d'information auprès du grand public, des écoles mais aussi de groupes plus ciblés, un engagement sans réserve dans la lutte contre les discriminations qui touchent les personnes séropositives - le déni de la maladie, la stigmatisation et la marginalisation des personnes séropositives et malades sont autant de facteurs qui contribuent à garder l'épidémie à un niveau élevé - une aide renforcée aux associations de lutte contre le sida dont l'action repose pratiquement uniquement sur le militantisme des personnels médicaux et l'augmentation des moyens alloués aux services existants qui manquent cruellement de personnels mais également la mise en place de structures spécifiques pour la prise en charge de patients âgés ou désocialisés.

Alors que ces trois départements représentent à eux seuls 10% des nouveaux cas dépistés de toute la France, le président d'ELCS appelle les pouvoirs publics nationaux et locaux à faire face à leurs responsabilités.

Philippe LOHÉAC



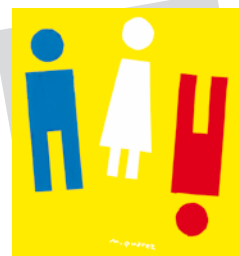
Jean-Luc Romero, le docteur François Bissuel,
Louis Mussington, conseiller régional de Guadeloupe

Vous voulez lutter contre les discriminations ?

Envoyez vos idées de scénarios jusqu'au **28 février 2007**.

Dix films seront réalisés pour être diffusés à la **télévision** et au **cinéma**.

Information sur www.contrelesdiscriminations.fr ou **05 56 80 33 62**



D'ici juin 2007, une nouvelle instance de santé destinée à améliorer la prise en charge du VIH sera mise en place à l'échelle régionale : les COOrdinations RÉgionales de lutte contre le Virus de l'ImmunodÉficiency Humaine (COREVIH)¹. Cette structure remplacera les Centres d'Information et de Soins de l'ImmunodÉficiency Humaine (CISIH)².

Créés en 1988, époque où peu de solutions thérapeutiques existaient pour la prise en charge des personnes séropositives, les CISIH avaient pour mission de recueillir

Les COREVIH : une structure de coordination de la lutte contre le sida dans les régions ouvertes aux élus locaux

des données médico-épidémiologiques et de permettre aux acquis de la recherche de bénéficier rapidement à la prise en charge des malades.

Les COREVIH garderont les mêmes missions en élargissant leur rôle de coordination à la prévention, au dépistage et à l'aide aux malades. Ils participeront à l'harmonisation et à l'amélioration de la qualité de la prise en charge ainsi que, plus globalement, à l'élaboration de la politique régionale de lutte contre le sida³. Enfin, contrairement aux CISIH qui regroupaient essentiellement des médecins et des chercheurs, les COREVIH seront des structures plus ouvertes et réuniront l'ensemble des acteurs impliqués dans la lutte, y compris les associations.

Un outil de lien entre des professionnels de l'hôpital est instauré, une instance de santé qui fait le lien entre tous les acteurs de la prise en charge, aussi bien à l'hôpital qu'en ville. La coordination de leurs actions n'en sera que plus efficace.

Y a-t-il une place pour les élus dans les COREVIH ?

Chaque COREVIH sera composée de trente membres au plus, nommés par le préfet de région après une large concertation. Il comprend trois catégories d'acteurs⁴ ainsi que des personnalités qualifiées.

C'est en tant que personnes qualifiées que les élus engagés dans la lutte contre le sida auront une vraie légitimité à devenir membre des COREVIH. L'élu, parce qu'il est au contact chaque jour avec la population, parce qu'il est en « première ligne », parce qu'il a une vraie capacité d'écoute et d'action, a une véritable légitimité à intervenir

en matière de lutte contre le sida et donc à faire partie des COREVIH. Concrètement, les élus intéressés doivent prendre contact rapidement avec leur préfet de région.

La COREVIH réalisera un tour de table complet des parties prenantes à la lutte contre le sida en région, ce qui lui confèrera un rôle d'interlocuteur

fort des pouvoirs publics locaux (DRASS et Agence régionale de l'hospitalisation).

Fabrice PILORGÉ,
mission COREVIH, Sidaction

Pour plus d'informations sur les COREVIH, vous pouvez utilement vous reporter au dossier spécial sur le site de Sidaction : www.sidaction.org/prolassocfran/corevih.

1 Décret COREVIH N2005-1421 du 15 novembre relatif à la coordination de la lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine.

2 Lettre DH /SPE N°7223-2 juin 1988

3 La loi du 9 août 2004 relative à la santé publique a confirmé la nécessité d'articuler les politiques de santé avec la politique hospitalière, inscrivant ainsi la nécessité d'une régionalisation des politiques de santé.

4 Des représentants des établissements de santé, sociaux ou médico-sociaux, des représentants des professionnels de santé et de l'action sociale, des représentants des associations de malades et usagers du système de santé.

Les institutions : Direction générale de la santé / Mission interministérielle de lutte contre la drogue et les toxicomanies
 Les régions : Ile-de-France / Midi-Pyrénées / Provence-Alpes-Côte d'Azur
 Les départements : Essonne / Hauts-de-Seine / Paris / Seine-Saint-Denis / Val-de-Marne / Vienne / Yvelines
 Les villes : Béthune / Bobigny / Bordeaux / Levallois-Perret / Livry-Gargan / Lyon / Meaux / Nancy / Noisy-le-Sec / Pantin / Perpignan / Puteaux / Valréas / Vigneux-sur-Seine / Villepinte
 Les entreprises : Banana Café / Bristol-Myers Squibb / GlaxoSmithKline / Pfizer / Schering Plough / Smerep



Bristol-Myers Squibb



Schering-Plough



Extrait du message du président de la République

Je suis particulièrement heureux de m'associer, cette année encore, aux Etats Généraux des Elus Locaux Contre le Sida et de saluer votre mobilisation à l'approche de la Journée mondiale contre cette maladie. Je veux vous redire mon admiration devant le combat que vous menez et ma reconnaissance pour l'implication des élus aux côtés des personnes malades. [...] Nous devons également en finir avec les discriminations dont sont encore victimes, par méconnaissance ou intolérance, les malades atteints du Sida. [...] Ce combat contre les discriminations, c'est aussi le vôtre. Je connais votre engagement pour les droits des personnes séropositives, et notamment pour leur liberté de circulation et de voyage, alors même que l'accès à certains pays leur est encore très difficile, ce qui est inacceptable. L'égalité des droits des personnes malades est une question de dignité humaine. Et je veux vous redire ici combien la France est déterminée à agir dans tous les domaines pour apporter sa solidarité à ceux qui sont touchés par le virus. [...] La lutte contre le Sida nécessite plus que jamais l'engagement de tous. Dans ce combat, vous me trouverez toujours à vos côtés.

Jacques CHIRAC

Extrait du discours du ministre de la santé et des solidarités

Avec Elus Locaux Contre le Sida, nous partageons la même conviction : il n'y pas de fatalité à voir le VIH progresser si nous savons être tous mobilisés. [...] Sur trois thématiques importantes, nous avons besoin de nous mobiliser encore et toujours. C'est la question de la prévention et du dépistage, la question de la qualité de vie et le rôle de la France sur le plan international.

Le travail de terrain des associations est remarquable mais je souhaite aussi saluer le travail des élus locaux car ils peuvent susciter un grand nombre d'actions sur le terrain et des actions de proximité. [...] Ce sont 6.700 personnes qui ont découvert leur séropositivité en 2005, contre 7.000 en 2004. [...] Je refuse cette banalisation de la maladie et du message de prévention ; je refuse que nous considérions ces chiffres comme normaux, voire même encourageants. Ils sont scandaleux, et c'est notre responsabilité à tous, élus, associations, société dans son ensemble de nous mobiliser autour d'un objectif clair : 0 nouvelle contamination. Aucun autre objectif n'est admissible. [...] Je souhaite avancer très rapidement sur la question des restrictions d'entrée dans certains pays des personnes séropositives. Franchement, je trouve cette discrimination injustifiée en termes de santé publique, inacceptable ; elle n'honore pas les pays qui la pratiquent, notamment les pays démocratiques de tradition libérale. C'est pourquoi je vais évoquer ce sujet dès jeudi prochain au Conseil européen des ministres de la santé et c'est pourquoi aussi j'ai demandé à ce que la France marque son refus de cette situation, en demandant à l'OMS et à l'ONU que toute réunion concernant le sida se tienne à Genève, dans un pays qui ne pratique pas cette restriction. J'ai écrit à Dominique de Villepin et Philippe Douste-Blazy en ce sens.

Xavier BERTRAND

Extraits des XI^e Etats Généraux d'Elus Locaux Contre le Sida

Extrait du discours du président de la région Ile-de-France

Le combat contre le sida ne permet aucun « relapse ». Aucun relâchement. Aucun déni de réalité. Car on continue toujours à mourir d'aimer. Car les voiles d'indifférence ne se déchirent toujours pas. [...] Le combat contre le sida doit dépasser les clivages. Ce n'est pas une affaire partisane. Ce n'est pas une affaire de chapelles ou de sous-chapelles. La santé publique est l'affaire de toutes et de tous. Quelles que soient les affinités politiques. [...] L'existence de barrières, pour des courts séjours ou des séjours de plus longue durée, est inadmissible. Je rejoins le combat d'ELCS. Nous devons affirmer haut et fort, notamment dans les instances internationales dont nous sommes membres, que de telles pratiques de restriction sont contraires au droit. Oui, Jean-Luc Romero, vous avez raison de rappeler que le séropositif n'est ni un criminel ni une menace à l'ordre public. Sachez, monsieur le président, que je m'emploierai personnellement à relayer ce juste combat et à saisir à mon tour les institutions internationales.

Jean-Paul HUCHON

Extrait du discours du président d'ELCS

Le climat général incite à la vigilance et une évolution inquiétante semble se dessiner : n'est-on pas en train de considérer de plus en plus les séropositifs comme des délinquants après les avoir considérés comme des damnés ? [...] En effet, de nombreux signaux pourraient nous le laisser penser : remise en cause de la politique de réduction des risques à destination des toxicomanes, hausse des discriminations à l'encontre des personnes touchées par le VIH/Sida - notamment les migrants, nos concitoyens des DFA, les gays ou les trans - débat sur la pénalisation de la transmission du VIH, restrictions discriminatoires à la liberté de circulation des séropositifs dans la moitié des pays membres de l'ONU etc. [...] Tous les points que je viens de développer ne font que confirmer le fait que le combat contre la maladie et les préjugés se doit d'être toujours plus intense. Elus Locaux Contre le Sida luttera toujours de façon déterminée contre cette logique qui laisserait à penser que la séropositivité pourrait être vue autrement que sous l'angle de la santé et de la solidarité publiques. [...] 2007 est également l'année d'importantes échéances électorales. ELCS tient à y jouer un rôle important en faisant entendre sa voix toujours sur ce même principe : le sida se soigne aussi par la politique.

La lutte contre le sida doit être un vrai thème de campagne, sur lequel les candidats à la présidentielle doivent donner des avis précis, faire des promesses et prendre des engagements. J'espère que les candidats sauront prendre en compte l'intérêt de la santé publique avant les intérêts partisans.

Jean-Luc ROMERO